

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/Notif.97.579

1er octobre 1997

(97-4115)

Comité des obstacles techniques au commerce

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>PAYS-BAS</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2.	Organisme responsable: Ministère des transports et des travaux publics L'organisme ou l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification peut être indiqué s'il est différent de l'organisme susmentionné: Point national d'information
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [], 5.6.2 [], 5.7.1 [], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Equipement pour la remise en place des canots de sauvetage largables
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Avis à l'industrie maritime portant modification de l'Avis à l'industrie maritime n° 256/1990 (Equipement pour la remise en place des canots de sauvetage largables)
6.	Teneur: Cet avis énonce des règles détaillées concernant l'équipement autonome pour la remise en place dans le respect des règles de sécurité des canots de sauvetage largables après utilisation de ceux-ci. Liste indicative des règlements techniques: articles 3, 4 et 5.
7.	Objectif et justification: Si ce projet de modification d'avis implique des obstacles techniques au commerce, ceux-ci sont justifiés dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques ainsi que pour protéger la vie des personnes. L'article 6 renferme une disposition relative à la reconnaissance mutuelle pour les produits étrangers qui satisfont aux prescriptions similaires établies dans le pays d'origine.
8.	Documents pertinents: - Décret de 1965 sur la navigation (notifié précédemment) Aucune note explicative n'accompagnait l'avis originel.

./.

9.	Date projetée pour l'adoption: 11 novembre 1997 Date projetée pour l'entrée en vigueur: 12 novembre 1997
10.	Date limite pour la présentation des observations: 10 novembre 1997 Les Pays-Bas procéderont à la mise en oeuvre de la mesure envisagée après 45 jours si, entre-temps, aucune observation ni aucune demande de prorogation du délai n'a été présentée par d'autres Membres.
11.	Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse et numéro de téléfax d'un autre organisme: